

	AVANT-PROPOS	2
	PRÉSENTATION DU DÉPUTÉ	. 4
William Co.	PRÉSENTATION DES ACTIVITÉS PARLEMENTAIRES	7
	A. PARLEMENT DE WALLONIE 1. Propositions de décret 2. Propositions orales 4. Questions écrites 5. Questions d'actualité et questions urgentes B. PARLEMENT DE LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES 1. Proposition de décret 2. Rapport 3. Questions orales 4. Questions orales 5. Questions d'actualité	8 10 12 24 26 26 26 27 34
	PRÉSENTATION DES AUTRES ACTIVITÉS	. 36
	 Visites de terrain Autres activités Mes actions au niveau communal 	44

AU TERME DE CETTE ANNÉE PARLEMENTAIRE 2020-2021, C'EST DÉSORMAIS MA DEUXIÈME ANNÉE DE MANDAT DE DÉPUTÉ QUI SE COMPLÈTE.

EDDY FONTAINE DÉPUTÉ PS AU PARLEMENT DE WALLONIE





JE SUÍS CONVAINCU QUE VOTER RESTE UN ENGAGEMENT PROFOND DANS LA DÉFENSE DES DROITS, DES FAMILLES, DE SON PAYS, DE SA COMMUNAUTÉ, DE SA VILLE.

Cette année aura été marquée par les crises, comme l'an dernier. Cependant, les crises ayant marqué la fin de cette année parlementaire n'auront pas été d'ordre sanitaire, mais climatique, notre région devant faire face à la dévastation des inondations de la mi-juillet, sans compter les dégâts énormes engendrés par le passage de la tornade à Beauraing et dans la région de Rochefort, notamment.

En ces temps troublés par les crises successives, mais aussi par un rejet croissant de la politique au sein de la population, diverses questions reviennent sur le devant de la scène: pourquoi voter? Pourquoi militer? Pourquoi adhérer aux valeurs d'un parti politique?





Je suis convaincu que voter reste un engagement profond dans la défense des droits, des familles, de son pays, de sa communauté, de sa ville. Il est d'autant plus nécessaire aujourd'hui de participer à la vie de sa ville, de sa commune, et d'être responsable de sa vie, de ses proches, de son avenir, de ses voisins et des générations à venir, en raison des conséquences économiques liées à la crise du coronavirus, qui ont fortement impacté tout le tissu socio-économique, associatif, culturel, ou encore touristique qui fait vivre notre société au quotidien.

Cette année parlementaire m'aura permis de réaffirmer mon engagement dans la lutte contre la fracture numérique et la raréfaction des services bancaires de proximité. De plus, je plaide également pour une revalorisation des espaces verts de Wallonie grâce à l'axe du tourisme sportif et la pratique de sports tels que la marche, le vélo, ou encore le trail. Le présent rapport d'activités permettra de rendre compte de ces engagements, mais aussi de dresser l'état des lieux de mon activité parlementaire et politique sur l'année écoulée.

La prochaine année parlementaire sera à coup sur animée en débats sur la reconstruction de la Wallonie, au sens propre comme au figuré, les dégâts des inondations étant colossaux dans de nombreuses communes, pour nombre de nos concitoyens.

Je tiens à remercier mes collègues députés pour leur exemple, mais aussi les différents services des Parlements de Wallonie et de la Fédération Wallonie-Bruxelles pour leur travail, leur disponibilité, ainsi que les collaborateurs du groupe PS au Parlement de Wallonie et en Fédération Wallonie-Bruxelles. Finalement, je tiens à remercier toute mon équipe, pour leur disponibilité et leur travail qui m'ont permis d'être un député très actif au cours de cette année.



PRÉSEN-TATION DU DEPUTE

PARLEMENTAIRE PS : PROVINCE DE NAMUR CIRCONSCRIPTION DE DINANT-PHILIPPEVILLE



Domaines de prédilection

 Agriculture, économie, PME, indépendants, formation professionnelle, intégration sociale, énergie, mobilité, ruralité, jeunesse, aide à la jeunesse, culture, sports, tourisme

Hobbies

Randonnées pédestres, trails, VTT, parapente, concerts

Autres mandats

Conseiller communal de Couvin





HISTORIQUE PARLEMENT WALLON

Député wallon: 16/09/2019 - (en cours)
Député wallon: du 01/02/2017 au 28/07/2017

- Commission interparlementaire chargée d'examiner les projets de décrets conjoints de la Région wallonne et de la Communauté française relatifs à la réutilisation des informations du secteur public: du 11/07/2017 au 28/07/2017 - Membre effectif
- Commission des travaux publics, de l'action sociale et de la santé: du 08/03/2017 au 28/07/2017 - Membre suppléant
- Commission de l'égalité des chances entre les hommes et les femmes:
 du 08/03/2017 au 28/07/2017 Membre suppléant
- Commission de l'économie et de l'innovation:
 du 07/03/2017 au 28/07/2017 Membre effectif
- Commission de l'agriculture et du tourisme:
 du 06/03/2017 au 28/07/2017 Membre effectif
- Commission d'enquête parlementaire chargée d'examiner la transparence et le fonctionnement du Groupe Publifin: du 16/02/2017 au 28/07/2017 -Membre suppléant
- Commission spéciale chargée d'examiner la transparence et le fonctionnement du Groupe Publifin: du 02/02/2017 au 28/07/2017 - Membre suppléant

MANDATS AU PARLEMENT DE WALLONIE

- Sous-commission du contrôle de la Commission wallonne pour l'Énergie (CWaPE)
 (12/12/2019) Membre effectif
- Commission de l'énergie, du climat et de la mobilité (11/12/2019) Membre effectif
- Commission de contrôle des dépenses électorales et des communications (09/10/2019) - Vice-Président
- Commission de la fonction publique, du tourisme et du patrimoine (25/09/2019)
 Membre suppléant
- Commission du logement et des pouvoirs locaux (25/09/2019) Membre suppléant
- Commission de l'économie, de l'aménagement du territoire et de l'agriculture (24/09/2019) - Vice-Président

MANDATS AU PARLEMENT DE LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

- Commission de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des femmes (depuis le 02/10/2019) - Membre suppléant
- Commission de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de promotion sociale, de la Recherche, des Hôpitaux universitaires, des Sports, de la Jeunesse, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice et de la Promotion de Bruxelles (depuis le 02/10/2019) - Vice-Président
- Commission de coopération (depuis le 02/10/2019) Membre suppléant

Téléphone

0475/23.33.34 - 060/34.68.61

Adresse (domicile)

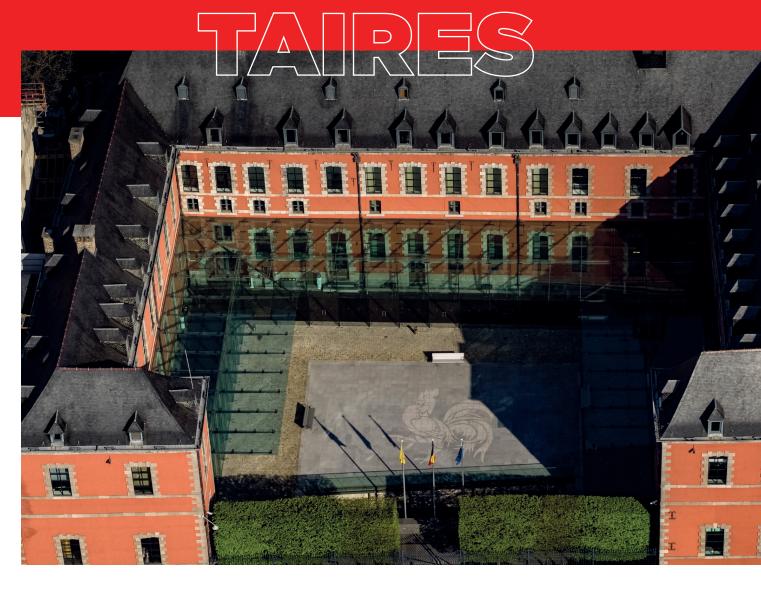
Rue de Rocroi, 45 - 5660 COUVIN

Adresse (bureau)

Faubourg Saint-Germain, 7 - 5660 Couvin Né à Namur, le 28/06/1964



PRÉSERTATION DES ACTIVITES PARIEMEN-





NOUS SOMMES AMENÉS À INTERROGER TOUS LES MINISTRES SUR DES THÉMATIQUES TRÈS VARIÉES AFIN D'OBTENIR UNE COMPRÉHENSION PLUS FINE DES PROJETS, POUR APPORTER DES RÉPONSES AUSSI EXHAUSTIVES QUE POSSIBLE AUX CITOYENS ET À LEUR QUOTIDIEN.

Les activités d'un parlementaire sont variées, mais le travail principal réside dans les échanges réalisés au sein des différents parlements, dans les différentes commissions. L'activité parlementaire d'un député ne se limite pas aux commissions dans lesquelles il siège. En effet, nous sommes amenés à interroger tous les ministres sur des thématiques très variées afin d'obtenir une compréhension plus fine des projets, pour apporter des réponses aussi exhaustives que possible aux citoyens et à leur quotidien.

Lors de la session 2020-2021, les deux assemblées au sein desquelles je siège ont continué à faire face à la crise de la Covid-19 et ses conséquences économiques et sociales sur notre société et nos concitoyens.

A. PARLEMENT DE WALLONIE

1. PROPOSITIONS DE DÉCRET

Proposition de décret modifiant l'article 16/1 du décret du 20 février 2014 «climat»

L'objectif de la Vision de la mobilité Fluidité Accessibilité Santé/Sécurité Transfert modal (FAST) 2030 est de quintupler jusqu'à 5% la part modale du vélo à l'horizon 2030. Les ambitions énoncées dans la Déclaration de politique régionale (DPR) en matière de développement de l'usage du vélo en Wallonie sont: «Le Gouvernement mettra en place une stratégie de développement de l'usage du vélo comme moyen de déplacement utilitaire, de façon à doubler son usage d'ici 2024 et à la multiplier par cinq d'ici 2030 ». Cette politique cyclable, réalisée en concertation avec les acteurs locaux et les usagers, comportera notamment les actions stratégiques de développement d'une stratégie de promotion de l'usage du vélo et d'engagement budgétaire pour le vélo à hauteur de 20 euros par habitant par an.

L'objectif poursuivi par la présente proposition de décret est de mettre en œuvre les premières étapes de la politique cyclable.





 Proposition de décret relatif à la fin de la compensation entre les quantités d'électricité prélevées et injectées sur le réseau et à l'octroi de primes pour promouvoir l'utilisation rationnelle de l'énergie et la production d'électricité au moyen de sources d'énergie renouvelable

La présente proposition de décret prévoit la fin de la compensation entre les quantités d'électricité prélevées et injectées sur le réseau. À cet égard, il est mis en place trois primes pour favoriser la production d'électricité verte, le placement de compteurs et d'instruments de mesure et de pilotage en vue du renforcement du rôle des clients résidentiels en tant qu'acteurs de la transition énergétique.

 Proposition de décret relatif à l'octroi d'une prime pour l'installation d'équipements de mesurage et de pilotage

La présente proposition de décret prévoit la mise en place d'une prime pour l'installation d'équipement de mesurage et de pilotage en vue du renforcement du rôle des clients résidentiels en tant qu'acteurs de la transition énergétique.

 Proposition de décret relatif au cyclopartage en flotte libre et modifiant les articles 4 et 12 du décret du 1^{er} avril 2004 relatif à la mobilité et à l'accessibilité locales

La présente proposition de décret vise à soumettre le cyclopartage en flotte libre à une obligation de licence.

Elle fait suite aux auditions concernant la proposition de décret relatif aux modes de transports doux et partagés en flotte libre et modifiant les articles 4 et 12 du décret du 1er avril 2004 relatif à la mobilité et à l'accessibilité locales, déposée par Monsieur Matagne, Mesdames Goffinet, Vandorpe, Monsieur Desquesnes, Madame Schyns et Monsieur Bastin (Doc. 65 (2019-2020) – N° 1).

 Proposition de décret relatif à l'octroi d'une indemnité complémentaire en faveur des associations sans but lucratif qui exercent une activité économique dans le cadre de la crise de la Covid-19

La présente proposition de décret met en place un dispositif spécifique qui prend la forme d'une indemnité complémentaire à destination des associations sans but lucratif (ASBL) exerçant une activité économique dans les secteurs fermés par décision du Comité de concertation. Le montant de l'indemnité varie en fonction de la date de fermeture (depuis le 19 octobre ou depuis le 2 novembre 2020) et de la taille de l'ASBL, traduite en catégorie d'équivalent temps plein (ETP).

Proposition de décret modifiant les articles 45, 45bis, 45ter et 45quater du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité

La présente proposition de décret a pour objectif de supprimer la fonction de viceprésident du Comité de direction de la Commission wallonne pour l'Énergie (CWaPE) dès lors que celui-ci n'est investi d'aucune fonction particulière.

Par ailleurs, elle vise à limiter le nombre de mandats que peuvent accomplir les membres du Comité de direction de la CWaPE en sorte de mettre en conformité le droit wallon avec une directive européenne.

Proposition de décret visant à poursuivre l'octroi d'une indemnité complémentaire en faveur des associations sans but lucratif qui exercent une activité économique dans le cadre de la crise de la Covid-19

La présente proposition de décret a pour but de poursuivre l'octroi d'une indemnité complémentaire à destination des associations sans but lucratif (ASBL) exerçant une activité économique dans les secteurs impactés par les décisions du Comité de concertation, qu'il s'agisse des secteurs subissant une fermeture complète, une prolongation de leur fermeture ou des restrictions telles qu'elles rendent difficile voire impossible l'exercice de l'activité. Le montant de l'indemnité complémentaire varie en fonction de la taille de l'ASBL, traduite en catégorie d'équivalent temps plein (ETP).

2. PROPOSITIONS DE RÉSOLUTION

Proposition de résolution visant à renforcer la sécurité des motards par des aménagements adaptés lors des travaux de réalisation, d'aménagement ou de réfection de voiries

La présente proposition de résolution a pour premier objectif de demander au Gouvernement wallon de renforcer la prise en compte de la sécurité des motards lors de travaux de réalisation, d'aménagement ou de réfection d'une voirie régionale. La sécurité de tous, y compris celle des motards, doit être prise en compte lors des travaux d'aménagement de voiries tels que l'installation de rails de sécurité, de ralentisseurs, d'îlots séparateurs ou de tout autre aménagement. En effet, le Gouvernement wallon doit transposer la directive (UE) 2019/1936 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2019 modifiant la directive 2008/96/CE concernant la gestion de la sécurité des infrastructures routières qui accentue la prise en compte des usagers vulnérables et donc également des motards.

Le second objectif de la présente proposition de résolution est de demander au Gouvernement wallon de sensibiliser les communes à la prise en compte de tous les usagers, y compris les motards, et à l'amélioration de l'état de leurs voiries.



 Proposition de résolution demandant au Gouvernement wallon de soutenir le secteur de l'HORECA en encourageant les plateformes mettant en lien ce secteur avec les producteurs locaux

La présente proposition de résolution demande au Gouvernement wallon de soutenir le secteur de l'HORECA, notamment en encourageant les initiatives qui permettent la rencontre de l'offre des producteurs locaux avec les demandes de l'HORECA, en développant des initiatives, par l'entremise ou en partenariat avec des acteurs locaux déjà actifs, et en rassemblant les enseignements issus des initiatives existantes visant à mettre en lien la demande et l'offre de produits locaux wallons.

 Proposition de résolution visant à développer une vision prospective de l'avenir des stations-services en Wallonie tenant compte de l'évolution de la mobilité

Le développement des véhicules automobiles a entraîné celui des stationsservices et compte tenu du déploiement d'alternatives aux carburants classiques, il semble utile de s'interroger sur l'avenir de ce type d'installation. La présente proposition de résolution vise à demander au Gouvernement wallon, d'une part, d'analyser et d'établir les capacités d'accueil de nouvelles énergies et de nouveaux services dans les stations existantes et, d'autre part, de développer une vision prospective sur l'avenir des stations-services en Wallonie.

 Proposition de résolution visant à baliser les grandes orientations de la Wallonie pour le Plan stratégique wallon de la Politique agricole commune 2023-2027

La nouvelle programmation de la Politique agricole commune (PAC) couvrira la période 2023-2027. La Wallonie doit adopter son plan stratégique wallon d'ici la fin de l'année 2021 en vue de la mise en œuvre de la nouvelle PAC. Cette nouvelle PAC entend répondre aux défis qui se posent à la Wallonie pour assurer le développement d'une agriculture wallonne forte, rémunératrice pour les agriculteurs et résiliente.

La présente proposition de résolution vise donc à identifier les enjeux prioritaires pour la Wallonie et à encourager le Gouvernement wallon dans ses orientations stratégiques, en particulier au regard de la Déclaration de politique régionale 2019-2024.

3. QUESTIONS ORALES

Question orale du 13/10/2020 à Willy BORSUS, Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences

LE DÉVELOPPEMENT D'UN OUTIL RELATIF À LA PUBLICITÉ DES CHASSES

Monsieur le Ministre, comme vous le savez, le partage des bois entre les différents utilisateurs pose parfois souci. Ainsi, pour d'évidentes raisons de sécurité, l'article 15 du Code forestier stipule que «pour toute action de chasse en battue, la circulation dans les bois et forêts est interdite aux jours et aux endroits où cette action présente un danger pour la sécurité des personnes et selon les modalités fixées par le Gouvernement».

Des panneaux annonçant la chasse sont d'ailleurs obligatoires. Ils doivent être placés aux issues des chemins et sentiers publics traversant les zones concernées. L'inconvénient du système est que les autres utilisateurs, qu'ils soient randonneurs, bikers ou autres, ne sont prévenus de la chasse que lorsqu'ils arrivent à l'orée du bois. J'en parle en connaissance de cause, cela m'est arrivé récemment.

Deux solutions, à ce moment-là, c'est soit on obtempère et on fait marche arrière, soit on prend le risque et l'on traverse. C'est souvent la deuxième solution, je vous assure, qui est utilisée au grand risque évidemment d'avoir un accident grave, voire mortel.

D'où l'idée que je vous soumets: la Région ne pourrait-elle pas développer une application et un site internet renseignant les différentes périodes de chasse, à charge des organisateurs de chasse de compléter et de renseigner l'application quant aux lieux et périodes, et heures de chasse?

J'ai lu attentivement votre réponse à l'article de ce week-end. Cette application est en cours de conception, mais ne pourrions-nous pas en tout cas la faire évoluer, puisque l'on parle d'un site internet, vers une application smartphone, tablette, qui pourrait être beaucoup plus utile? Elle existe déjà en partie puisque des initiatives ont été prises, notamment en Gaume où une initiative a été prise et c'est un particulier qui gère cette application.

Les autres utilisateurs pourraient se renseigner facilement avant d'effectuer leur déplacement inutile, pour deux raisons, soit dire: «Je ne prends pas ma voiture, je vais faire une balade et puis je me dis que je ne peux pas parce que les bois sont occupés par des chasseurs», je n'ai aucun problème avec les chasseurs, je prends ma voiture et je fais marche arrière. Pour l'impact carbone, ce n'est pas tellement bon non plus.

Enfin, cette idée est-elle à l'étude? Vous avez répondu via la presse, mais ne pourraitelle pas être développée?

Votre réponse parle de 2022: ne pourrait-on alors pas activer ce tempo?





Réponse du Ministre

Tout d'abord, je souhaite préciser à quel point il est important de veiller à ce que l'information liée aux chasses et aux battues puisse circuler de manière efficace, transparente et sécurisée afin de garantir la cœxistence des différents acteurs ou praticiens de la forêt, que ce soit du monde de la chasse, que ce soit les promeneurs, que ce soit d'autres interlocuteurs, vous en avez établi la liste.

Une réflexion initiée fin de l'année dernière au sein de l'administration tente notamment de répondre au besoin d'information du grand public quant à l'organisation des journées de battue.

J'ai demandé à l'administration de mettre sur pied, pour le 1er juillet 2022 au plus tard, une application WebGIS d'édition permettant à des acteurs identifiés de la chasse d'éditer et de modifier en ligne des limites de territoire de chasse et d'encoder des données telles que des dates de battues ou des prélèvements cynégétiques. Ma demande met également l'accent sur le côté générique des développements afin qu'ils puissent être déclinés facilement à d'autres thématiques pour répondre à des besoins d'ores et déjà identifiés ou qui seraient identifiés à l'avenir.

Concernant le volet cartographique des territoires de chasse, un inventaire des données disponibles au sein de l'administration est en cours. Il doit permettre de rendre compte de l'existence de la donnée, de son format, papier ou électronique, de son caractère récent, actualisé ou non pour envisager ensuite, selon le cas, sa digitalisation, sa mise à jour et sa conversion sous un format standard. L'objectif est de pouvoir disposer, d'ici le mois de mai 2021, d'une couche cartographique centralisée la plus récente possible des territoires de chasse wallons. Il s'agit là d'une première étape indispensable au développement du WebGIS d'édition.

Concernant le volet Communication, je tiens à indiquer à Messieurs les Députés qu'un chasseur peut, depuis la semaine dernière, communiquer ses dates de chasse et éventuellement solliciter la fermeture des chemins au moyen d'un formulaire en ligne disponible dans la rubrique «Démarches» du Portail de Wallonie.

En conjuguant ces deux outils, il sera donc possible, à terme, de localiser, pour une date donnée, les territoires de chasse qui ont obtenu une autorisation de fermeture, temporaire évidemment, de la forêt pour raison de sécurité pendant les battues.

Je souhaite, bien évidemment, que tous ces dispositifs soient complètement sécurisés parce que, imaginez la situation, il y aurait une distorsion entre ce que l'on retrouve ou entre l'actualisation de ce que l'on retrouve sur le portail et la situation sur le terrain, par exemple, et l'éventuelle responsabilité encourue, ce qui est à éviter totalement. Je prends bonne note, avec intérêt, des éléments de déploiement, notamment sur les applications, les smartphones, de ces informations, de manière à ce que chacun puisse y avoir accès le plus directement.

Par ailleurs, le projet tel qu'il a été imaginé a déjà été présenté à plusieurs acteurs de la chasse. La plupart s'y montrent favorables, mais d'autres expriment des craintes. Je dois aussi être transparent avec vous, compte tenu des conflits que vous avez soulignés, Monsieur Florent. D'autres expriment, en effet, des craintes quant



à la mauvaise utilisation de ces données une fois rendues publiques, à une époque où des actes de sabotage d'équipements cynégétiques ou d'élevage, dans un autre registre, sont de plus en plus observés sur le territoire.

Dès lors, on doit bien mesurer tous ces éléments: disponibilité, praticabilité, sécurité juridique et éviter que des usages inadéquats soient faits, le cas échéant, des dispositifs mis en place.

Question orale du 21/06/2021 à Valérie DE BUE, Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière

LA NÉCESSITÉ D'INTÉGRER LE SPORT DANS L'OFFRE TOURISTIQUE WALLONNE

La découverte de la Wallonie prend une dimension sportive pour nombre de nos concitoyens, un phénomène accentué depuis le début de la crise sanitaire et la mise en place de la dynamique de revalorisation du tourisme local en Wallonie.

Dès lors, la pratique du trail dans nos régions, parmi d'autres disciplines, a considérablement augmenté et il est indéniable que les paysages offerts par la Wallonie s'y prêtent particulièrement bien.

Dans le cadre de la dynamique de promotion de la Wallonie via le tourisme vert, je pense qu'il serait tout à fait légitime de soutenir la promotion de la Wallonie au travers de la pratique sportive comme vecteur de découverte de nos régions.

Quelle est votre analyse de l'augmentation de la pratique sportive et de son utilité comme outil de promotion du tourisme local, en particulier dans les régions rurales et ardennaises qui disposent d'espaces verts?

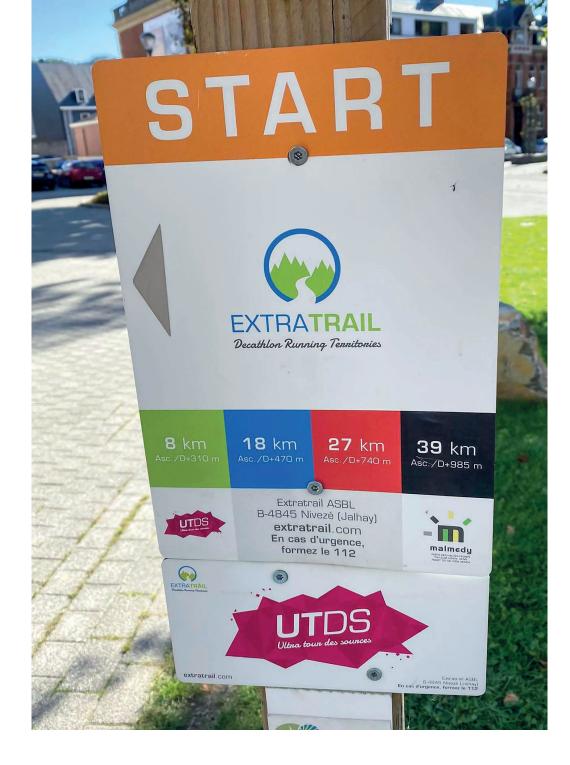
Dans le cadre de votre politique de promotion touristique, pourquoi n'avez-vous pas intégré l'offre sportive? Ou je me trompe peut-être, peut-être est-elle intégrée, mais que je l'ignore.

Le CGT pourrait jouer un rôle essentiel dans la promotion, par exemple des parcours de trail, ainsi que dans la communication sur l'utilisation de la pratique sportive comme vecteur de découverte de notre Région.

Dans l'optique d'un développement de cet axe du tourisme sportif, envisagez-vous, Madame la Ministre, de soutenir les projets de création de stations trails, comme cela existe en France, stations très développées et fortement utilisées, en lien avec les offices et les maisons de tourisme?

Dans le cadre des années thématiques, pour l'année 2020, entre-t-il dans vos projets de véritablement mettre à l'honneur nos espaces verts, nos sentiers et chemins de Wallonie, nos paysages, et donc de promouvoir le tourisme local via la mise





en place d'une année du tourisme, par exemple à l'occasion de la reprise progressive de nos activités?

Quelles sont les concertations que vous avez mises en place avec le Ministre Crucke, votre collègue, au sujet du développement d'infrastructures spécifiques pour le tourisme sportif?

Réponse de la Ministre

L'offre sportive est bien entendu intégrée dans l'offre globale des activités et pratiques en Wallonie depuis de nombreuses années. Nous avons de nombreuses activités possibles: pratique du VTT ou du trail, bien sûr, mais aussi les parcours dans les arbres, la spéléologie, l'escalade, le rafting, et bien d'autres encore.



C'est ainsi que, depuis 2008, l'association professionnelle WANT fédère les entreprises du «Tourisme, nature, aventure en Wallonie». Soutenue par le Commissariat général au tourisme, l'objectif principal de cette ASBL est d'offrir une aventure de qualité en mettant l'accent sur la mise en conformité des entreprises et surtout sur la sécurité des activités de plein air.

Le paramètre qui a fait la différence, depuis quelque temps, est l'engouement avéré pour la pratique du trail ainsi que la pratique du VTT à caractère sportif. Si ces pratiques sont avant tout des activités sportives, il est certain que leur attrait pour un public de plus en plus large permet un développement touristique et économique dans les régions concernées.

Mon administration s'attelle actuellement à définir un cadre légal et à qualifier la discipline du VTT à caractère sportif pour lequel l'intérêt du public est devenu pressant. La pratique du trail sera aussi étudiée dans un second temps et nous consultons en ce moment les représentants de la discipline pour les associer à la création d'itinéraires et à leur balisage.

Certains opérateurs touristiques ont en effet des projets de balisage d'itinéraires trail permanents, car on le sait, à l'instar d'autres modifications de comportements, la pratique en plein air connaît un sérieux boom depuis un an. La conception d'itinéraires à caractère sportif doit se faire en bonne intelligence, en s'entourant d'experts dans cette pratique afin que l'offre puisse satisfaire à la demande des sportifs pratiquants. On sort en effet du cadre purement touristique.

Toute demande de reconnaissance d'itinéraires permanents pour la pratique du trail est reçue et traitée par mon administration, le Commissariat général au tourisme (CGT), en tant que pratique pédestre. Cela suppose actuellement le respect du Code du balisage pédestre que nous travaillons à adapter aux contraintes de la discipline.

En tant qu'administration wallonne du tourisme, le CGT encadre le développement de l'offre touristique dont la reconnaissance des itinéraires touristiques balisés permet, via la base de données, le partage de l'information vers différents sites et plateformes. La promotion et la valorisation de l'offre touristique sont du ressort de Wallonie Belgique Tourisme.

Ainsi, depuis plusieurs années, pour parler spécifiquement du trail, il existe des parcours permanents qui sont promus via le site visitwallonia.be.

Toute une section du site est par ailleurs dédiée aux activités sportives diverses: rando et vélo évidemment, mais également les trails, les parcours de runnin'City, le golf également, mais aussi des sentiers pour la randonnée équestre par exemple.

Nous travaillons, pour la saison 2022 au concept de «Nature partagée», qui permettra à chaque usager de retrouver les infrastructures nécessaires à la pratique de son sport, mais aussi de les sensibiliser à la présence d'autres personnes dans le respect du milieu qui l'accueille. Trail et VTT sportifs sont déjà bien intégrés dans la promotion actuelle et feront l'objet de campagnes spécifiques en 2022.





En effet, il ne suffit pas de faire de la communication pour la mise en valeur de ces itinéraires, il faut aussi faire un travail de terrain pour que les parcours correspondent aux réelles attentes des utilisateurs, pour la répartition des flux, le respect des règles pour la traversée des forêts, par exemple.

Effectivement, les balisages qui existent pour le moment ont surtout été mis en place pour des pratiques de type balades pédestres et ne sont pas forcément adaptés aux pratiques actuelles

Dans un futur proche, les offres disponibles sur notre territoire pourront être requalifiées et mises à disposition pour chaque pratique spécifique sur le site visitwallonia.be: marche, trail, marche nordique, VTT sportif, gravel, et cetera.

En attendant cette importante mise à jour et promotion, des partenariats ont déjà été conclus avec différents types d'organismes sportifs pour mettre en avant de nouveaux types de courses répondant aux conditions sanitaires actuelles, comme le Trail series, qui propose cette année 12 événements trails répartis entre mars et début octobre, chacun sur une durée de neuf jours.

Nous comptons bien utiliser ces 108 jours d'événements sur l'année pour étudier l'impact d'une campagne incitant les pratiquants à découvrir la région après leur course grâce à une série d'incitatifs mis en place en collaboration avec les maisons du tourisme et les syndicats d'initiative des différentes régions

Je vous rejoins évidemment sur l'intérêt de développer l'offre susceptible d'attirer les touristes sportifs, c'est pourquoi j'ai veillé à inclure des projets en ce sens dans l'axe tourisme du Plan de relance. Un projet relatif à la création de sites dédiés à la pratique du VTT sportif y figure également. Cela se fait bien entendu en bonne intelligence avec mes collègues en charge de la politique sportive.

Vous le voyez, notre Région ne manque pas de projets en la matière et les prochains mois verront leur concrétisation dans le cadre des déclinaisons tourisme-culture, tourisme-patrimoine



Questions orales à Willy Borsus, Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences

_	15/09/2020	Les permis relatifs à un poulailler industriel
_	15/09/2020	L'adaptation de l'agriculture wallonne aux sécheresses récurrentes
_	15/09/2020	La culture du chanvre textile en Wallonie
_	15/09/2020	Le quatrième volet d'aides économiques
_	15/09/2020	L'impact économique des mesures concernant les réceptions de
		mariage
_	13/10/2020	Le rachat de terres agricoles par un groupe de grande distribution
_	13/10/2020	Le développement d'un outil relatif à la publicité des chasses
_	13/10/2020	Le «Green Deal achats circulaires»
_	13/10/2020	L'isolement numérique des seniors suite à la Covid-19
_	27/10/2020	La nouvelle réglementation relative à la pêche
_	17/11/2020	Le maraîchage sur petite surface
_	17/11/2020	La collaboration entre les chasseurs et l'aide alimentaire
_	17/11/2020	Le Plan d'inclusion numérique wallon
_	01/12/2020	La proposition du Ministre bruxellois de l'Agriculture d'achat de
		terres agricoles en Wallonie
_	01/12/2020	Les ASBL de gestion de centre-ville
_	01/12/2020	Les exportations wallonnes
_	01/12/2020	L'accès à un Internet de qualité dans les zones blanches
_	15/12/2020	La fracture numérique des entreprises de petite taille
_	26/01/2021	L'immobilier destiné au secteur de la logistique
_	26/01/2021	L'économie de plateforme des modèles alternatifs
_	26/01/2021	La demande du secteur de l'événementiel relative à la création
		d'un comité de pilotage
_	09/02/2021	L'accord du 26 janvier 2021 Tax on Pylons (ToP) entre la Région
		wallonne et les opérateurs de télécommunications
_	02/03/2021	L'attractivité de la Wallonie pour les entrepreneurs belges installés
		au Grand-Duché de Luxembourg
_	16/03/2021	L'épizootie de rhinopneumonie équine en France
_	30/03/2021	La stratégie de lutte contre la surpopulation de sangliers
_	25/05/2021	Le développement d'une alternative au Fonds des calamités
		agricoles
_	08/06/2021	Les nouveaux retards dans les négociations de la Politique agricole
		commune (PAC)
_	08/06/2021	La présentation du Plan stratégique de développement de
		l'agriculture biologique à l'horizon 2030
_	08/06/2021	Le développement d'un outil relatif à la publicité des chasses
_	06/07/2021	Le soutien à la solvabilité des entreprises wallonnes







Questions orales à Philippe Henry, Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité

- **14/09/2020** La place du vélo dans l'implémentation d'itinéraires parallèles
- **28/09/2020** Le projet d'installation d'une fabrique de bitume à Sart-Bernard
- **28/09/2020** Les communautés d'énergie renouvelable
- 26/10/2020 L'implantation des champs photovoltaïques en Wallonie
- **30/11/2020** Le soutien des autocaristes au TEC
- 30/11/2020 L'état d'avancement de la réforme de la fiscalité automobile et le paiement des taxes de circulation
- 30/11/2020 L'éclairage public sur la E420 à hauteur de la frontière française
- **14/12/2020** L'état des routes en Wallonie
- 14/12/2020 Le nouveau cœfficient KECO pour le photovoltaïque
- 14/12/2020 Les nouvelles ambitions en matière de production d'énergie renouvelable dans le cadre de la révision du Plan Air-Climat-Énergie (PACE) 2030
- **25/01/2021** Le port du masque dans les transports en commun
- **25/01/2021** L'engagement de la Wallonie en matière de réduction des émissions de CO₂
- **25/01/2021** Le déploiement de l'éolien onshore en Wallonie
- 08/02/2021 Le marché des bornes électriques



_	08/02/2021	La prise en compte de la pollution des véhicules dans la réforme de la fiscalité automobile
-	08/02/2021	Les échéances en matière de projets routiers pour l'année 2021 du Plan mobilité et infrastructures pour tous 2020-2026
_	08/02/2021	La mise en place d'une «task force» sur le plan de relance de la «pax eolienica»
_	29/03/2021	L'étude de Deloitte sur le coût élevé de l'électricité pour les industries en Belgique
_	29/03/2021	Les consultations dans le cadre de la «pax eolienica II»
_	10/05/2021	Le ralentissement de la croissance de l'innovation en énergies propres
-	10/05/2021	Le développement de l'hydrogène et du dioxyde de carbone dans le cadre du Plan de relance européen
_	28/05/2021	Le suivi des expropriations réalisées dans le cadre des travaux de la E420
_	28/05/2021	Les avancées dans le cadre de la «Pax Eolienica II»
_	07/06/2021	La cartographie en temps réel des consommations d'énergie
_	21/06/2021	L'agrivoltaïsme en Wallonie
_	05/07/2021	Le projet de renforcement de la zone de basses émissions en Région Bruxelloise prévoyant l'usage exclusif des moteurs électriques

Questions orales à Valérie De Bue, Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière

_	01/03/2021	L'équipement des cyclistes
_	01/03/2021	Le développement d'aires de repos destinés aux cyclotouristes
_	10/05/2021	L'application «Edwige»
_	21/06/2021	La nécessaire intégration du sport dans l'offre touristique wallonne

Questions orales à Céline Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal

_	15/09/2020	L'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 2020 portant sur les mesures temporaires de lutte contre la pullulation des scolytes de l'épicéa
_	15/09/2020	Les comportements inciviques vis-à-vis des usagers des forêts
_	29/09/2020	Le projet d'installation d'une centrale de production de bitume
		à Sart-Bernard
_	12/10/2020	Le plan de gestion des forêts wallonnes
_	27/10/2020	Les résultats des travaux de l'Institut scientifique de service public
		(ISSeP) sur les zones de basses émissions
_	17/11/2020	La diminution de l'offre de services en milieu rural
_	09/02/2021	Le rapport de Greenpeace sur la qualité de l'air en Wallonie





16/03/2021 La prise en compte du bien-être animal dans le cadre des permis

uniques relatifs à la production avicole

- 11/05/2021 La reconduction des mesures de lutte contre la pullulation des

scolytes de l'épicéa

Questions orales à Christie Morreale, Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes

- **29/09/2020** La lutte contre les actes homophobes

29/09/2020 Le «passeport Drive»

30/03/2021 Les conclusions de la fondation Roi Baudouin sur la politique

de sans-abrisme

Questions orales à Christophe Collignon, Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville

15/12/2020 Les différentes déclarations de mandats, fonctions et rémunérations
 26/01/2021 Le rôle des communes face à la problématique des bâtiments abandonnés

— 09/02/2021 La collaboration entre communes

Questions orales à Jean-Luc Crucke, Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures Sportives

 27/10/2020 La planification successorale et son implication sur les finances wallonnes

10/12/2020 L'attribution des «montants résiduels» de l'enveloppe du Plan piscines

4. QUESTIONS ÉCRITES

Questions écrites à Willy Borsus, Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences

09/10/2020 L'importante réduction des commandes dans la sidérurgie

 13/11/2020 L'adaptation des formations IFAPME suite aux mesures de reconfinement partiel

 13/11/2020 La prolongation des délais de dérogation pour les indépendants devant obtenir un certificat de gestion de base

 13/11/2020 Le soutien économique aux secteurs devant fermer pendant le reconfinement



_	15/01/2021	Les perspectives pour les organisateurs de foires dans le cadre
		de la crise sanitaire de la Covid-19
_	04/02/2021	La fin du moratoire sur les faillites et ses conséquences potentielles
		sur l'économie wallonne
_	26/02/2021	Le futur plan stratégique pour le développement de l'agriculture
		biologique
_	26/03/2021	Le financement des espaces publics numériques (EPN)
_	26/03/2021	L'empreinte CO ₂ des cryptomonnaies
_	23/04/2021	Le soutien à la mise en œuvre du Règlement général sur la protection
		des données (RGPD) par les entreprises wallonnes
_	23/04/2021	La transmission des fermes
_	23/04/2021	Le suivi du Plan d'inclusion numérique wallon
_	27/04/2021	La problématique des voiries communales innomées
_	07/05/2021	Les permis d'urbanisme pour les nouvelles formes d'habitation
_	07/05/2021	L'application de la réforme du bail à ferme aux anciens baux
_	07/05/2021	Le soutien à une plateforme d'e-commerce
_	21/05/2021	L'évolution du dossier du site Saint-Roch à Couvin
_	21/05/2021	La gestion des bâtiments industriels inoccupés de longue durée
_	21/05/2021	L'impact de la hausse des prix des métaux de base sur l'industrie
		wallonne
_	23/06/2021	La gestion de l'agriculture urbaine
_	02/07/2021	La formation dans les filières du bois en Wallonie

Questions écrites à Philippe Henry, Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité

_	11/09/2020	L'évolution du chantier de la E420
_	11/12/2020	Les réseaux de chaleur en Wallonie
_	11/12/2020	La desserte de la ligne express E86 du TEC
-	22/01/2021	Les importantes dégradations de voirie du viaduc Charlemagne à Dinant
_	05/02/2021	Les incitants de la Wallonie pour les centrales hydroélectriques
-	02/03/2021	La signalisation des bornes électriques de rechargement pour les véhicules
_	12/03/2021	Le Plan Wallonie-cyclable
_	15/03/2021	Le chaînon manquant du Réseau autonome des voies lentes (RAVEL) entre Florennes et Doische
_	16/03/2021	L'état de la N5 à hauteur de Tarcienne
_	19/03/2021	Le cahier des charges type «Qualiroutes»
_	22/03/2021	Le recul du déploiement des grandes installations photovoltaïques en Wallonie
-	30/03/2021	Les impacts en termes de mobilité de l'installation d'une usine à tarmac à Assesse
_	31/03/2021	La création d'une application répertoriant les bornes de recharge électrique pour les véhicules ouvertes à tous
_	23/04/2021	La cartographie en temps réel des consommations d'énergie
_	23/04/2021	Les répercussions de la sortie de l'énergie nucléaire sur les coûts pour les consommateurs





_	18/05/2021	Les alternatives d'aménagement de la N5 à Tarcienne
_	21/05/2021	La hausse des prix liés aux émissions de dioxyde de carbone (CO ₂)
		et son impact sur la facture énergétique des ménages
_	21/05/2021	Le régime d'aide aux entreprises électro-intensives en Wallonie
_	17/06/2021	Le lancement du Plan «Alliance Climat-Emploi-Rénovation»
_	02/07/2021	Le rapport intermédiaire du Groupe d'experts intergouvernemental
		sur l'évolution du climat (GIEC) sur les effets d'un réchauffement
		climatique durable
_	02/07/2021	Les services de garde des gestionnaires des réseaux de distribution
		pour la gestion des calamités

Questions écrites à Valérie De Bue, Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière

_	12/11/2020	La plateforme de gestion des réservations de tickets pour les
		attractions touristiques wallonnes
_	08/01/2021	L'état d'avancement de la maison de la forêt du pays de Chimay
_	26/02/2021	L'importance du domaine de Chevetogne dans l'offre touristique
		wallonne
_	12/03/2021	La réouverture des grottes
_	27/04/2021	L'incidence budgétaire des changements des tarifs des contrôles
		techniques
_	27/04/2021	Le contrôle technique des motos
_	07/06/2021	L'augmentation du nombre d'accidents sur les nationales wallonnes

Questions écrites à Céline Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal

_	23/04/2021	Le projet d'installation d'une centrale d'enrobage à Sart-Bernard
_	26/05/2021	La mise sous scellés de deux attractions du site des lacs de l'Eau
		d'Heure
_	02/07/2021	Le triage spécifique pour les langes et protections indispensables
		pour adultes

Questions écrites à Christie Morreale, Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes

_	10/09/2020	Le soutien aux épiceries sociales et aux restaurants sociaux
_	08/01/2021	La stratégie de vaccination contre la Covid-19 pour les personnes
		âgées à domicile
_	12/03/2021	La prévention de la surdité
_	14/07/2021	Le Plan airbag 2021



Question écrites à Christophe Collignon, Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville

_	26/10/2020	L'affectation de certaines recettes dans les budgets communaux
_	17/11/2020	La situation particulière des collèges communaux minoritaires
_	27/01/2021	Le cumul d'activités professionnelles dans le chef des directeurs
		financiers des pouvoirs locaux
_	26/03/2021	La diffusion des séances du conseil communal
_	01/04/2021	La reconversion de lieux de culte en logements
_	01/04/2021	L'emploi partagé dans les communes wallonnes
_	07/05/2021	Les habitations imprimées en 3D
_	18/05/2021	La tenue de conseils communaux «hybrides»
_	18/06/2021	L'adaptation aux milieux ruraux des clauses des marchés publics
		dans le cadre du Plan d'investissement communal (PIC)

Questions écrites à Jean-Luc Crucke, Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives

_	27/10/2020	La planification successorale et son implication sur les finances
		wallonnes
_	08/01/2021	L'articulation entre les subsides dans le cadre du Plan piscines
		et les subventions «rénovation énergétique des bâtiments»
		(UREBA)
_	15/01/2021	Les modalités d'introduction des demandes d'octroi de subventions
		aux infrastructures sportives
_	22/03/2021	La pratique du motocross en Wallonie sur circuit permanent
_	07/05/2021	Les infrastructures destinées à la pratique du padel
_	18/06/2021	Les infrastructures destinées à la pratique du «trail» en Wallonie

5. QUESTIONS D'ACTUALITÉ ET QUESTIONS URGENTES

Questions d'actualité et questions urgentes à Willy Borsus, Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences

_	02/09/2020	Le soutien au secteur de l'événementiel
_	30/09/2020	La chute du prix du porc
_	18/11/2020	Le déblocage des fonds agricoles de relance européens dès 2021
_	27/01/2021	Les suites de la faillite de Megaworld
_	31/03/2021	les retards dans la formation à la conduite pour le permis tracteur
		des agriculteurs
_	28/04/2021	la réaction des syndicats agricoles en matière de revenu suffisant
		des producteurs locaux dans les supermarchés
_	12/05/2021	L'organisation de festivals d'été en Wallonie





Questions d'actualité et questions urgentes à Philippe Henry, Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité

_	14/10/2020	Les résultats des travaux de l'Institut Scientifique de Service
		public (ISSeP) sur les zones basse émission
_	18/11/2020	l'annonce de l'arrêt des activités liées au nucléaire d'Engie et son
		impact sur la stratégie énergétique wallonne
_	02/12/2020	le rapport de Securex relatif au personnel de la SOFICO
_	26/05/2021	Les mesures de compensation non réclamées par les « prosumers »

Question d'actualité à Valérie De Bue, Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière

- 13/01/2021 La réouverture des centres d'examens et des auto-écoles

Question d'actualité à Elio Di Rupo, Ministre-Président du Gouvernement wallon

- 23/06/2021 Les dégâts engendrés par la tornade survenue à Beauraing

Question d'actualité et question urgente à Christophe Collignon, Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville

_	16/09/2020	Le projet d'absorption de l'Intercommunale namuroise de services
		publics (INASEP) par le Bureau économique de la Province
		de Namur (BEP)

 17/03/2021 Les mesures d'aide pour soutenir les associations et clubs sportifs impactés par la crise de la Covid





B. PARLEMENT DE LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

1. PROPOSITION DE DÉCRET

Proposition de décret modifiant le décret du 17 juillet 2020 déterminant la finançabilité des étudiants pour l'année académique 2020-2021

Dans l'objectif de rencontrer parfaitement l'intention du législateur, à savoir que les étudiants de l'enseignement supérieur déclarés finançables durant l'année académique 2019-2020 soient considérés comme finançables lors de l'année académique 2020-2021, il est proposé d'étendre le bénéfice du décret du 17 juillet 2020 déterminant la finançabilité des étudiants pour l'année académique 2020-2021 à certaines situations et catégories d'étudiants non expressément couvertes jusqu'ici, alors même que lesdits étudiants étaient finançables au cours de l'année académique 2019-2020.

2. RAPPORT

Rapport de commission présenté au nom de la Commission de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de promotion sociale, de la Recherche, des Hôpitaux universitaires, des Sports, de la Jeunesse, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice et de la Promotion de Bruxelles de Madame la Ministre Valérie Glatigny

Présentation de l'examen, au cours de la réunion de commission du 29 juin 2021, du projet de décret relatif à la capacité de placement de la Communauté française pour assurer la mise en œuvre et le suivi de la surveillance électronique, et au programme-horaire des justiciables condamnés à une peine privative de liberté de trois ans ou moins.







3. QUESTIONS ORALES

Question orale du 08/09/2020 à Bénédicte Linard, Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes

LE SOUTIEN AUX CINÉMAS DE QUARTIER

La crise de la Covid-19 a touché gravement le secteur culturel et continue de faire sentir ses effets sur tous les opérateurs culturels. Je souhaite donc revenir une fois de plus sur la situation des cinémas indépendants, et plus particulièrement ceux présents en zones rurales. En août, vous annonciez, Madame la Ministre qu'une enveloppe de 645000 euros avait été dégagée pour la quarantaine de cinémas de quartier situés en Fédération Wallonie-Bruxelles.

Pour eux, je vous en remercie encore. Comme vous le rappeliez très justement, les cinémas de quartier ont aussi «un rôle de lien social fondamental dans nos villes et nos communes, dépassant souvent le cadre purement culturel». Récemment, vous avez également pris des mesures pour réduire la distance physique entre les spectateurs d'un mètre cinquante à un mètre dans les salles.

Outre ces mesures, j'en appelle à vous pour pérenniser ce soutien concret aux salles de quartier et, ainsi, défendre ces lieux créateurs d'un lien social qui est fondamental dans nos communes.

Pouvez-vous nous dresser un premier bilan de cette enveloppe de 645 000 euros à l'attention des cinémas de quartier?

Dans les conditions d'octroi de l'aide annoncée en août, il est demandé d'attester d'une programmation mettant à l'affiche au moins 30% de films reconnus comme étant du cinéma d'art et d'essai ou du cinéma européen lors de l'exercice 2019. Ce pourcentage est-il atteint par l'ensemble des cinémas de quartier en Fédération Wallonie-Bruxelles?



Quels sont, si vous en avez, les retours des exploitants de cinéma au sujet de cette aide? Par ailleurs, l'aide aux cinémas de quartier sera-t-elle prolongée au-delà de la crise et des règles sanitaires qui diminuent la capacité d'accueil des exploitants? En ce qui concerne l'accueil du public dans les salles et vos possibilités de dérogation, pouvez-vous faire le point sur les demandes qui vous ont été adressées?

Qu'en est-il des cinémas de quartier qui ne dépendent pas de la Fédération Wallonie-Bruxelles?

Réponse de la Ministre

Comme vous le soulignez, j'ai plusieurs fois exprimé dans cet hémicycle une attention particulière pour les cinémas de proximité, d'une part, au regard de leur rôle de liant social dans certaines régions où l'offre culturelle est plus rare, d'autre part, au regard de leur rôle dans la valorisation de l'expérience collective du cinéma.

C'est dans cette optique que j'ai accordé, dans le cadre du plan de relance élaboré avec le Centre du cinéma et de l'audiovisuel (CCA), une aide exceptionnelle dédiée aux cinémas de proximité qui n'ont pas pu bénéficier du fonds d'urgence. L'idée était également de nouer avec ces cinémas un véritable dialogue afin d'identifier des pistes de collaboration futures. Il leur était demandé d'attester d'une programmation d'au moins 30% de films reconnus d'art et essai ou de films européens lors de leur exercice 2019. Cette condition vise à s'assurer que, dans le cadre de son mandat culturel, la Fédération Wallonie-Bruxelles soutienne effectivement un cinéma diversifié qui ne se limite pas aux blockbusters américains.

Au 1er septembre, 17 dossiers de demandes de soutien ont été reçus, dont 16 sont recevables au regard de leur programmation. Cela représente un montant de 150500 euros, qui correspond à onze aides de 7500 euros pour les monoou bi-écrans et à cinq aides de 15000 euros pour les cinémas à trois écrans ou plus. La liste des bénéficiaires est disponible auprès de l'administration. J'en tiens un exemplaire à votre disposition. Sur la quarantaine de cinémas de proximité recensés en Fédération Wallonie-Bruxelles, cela représente donc la moitié.

Nous analysons actuellement si le critère de minimum 30% de films d'art et essai ou de films européens a constitué un obstacle au dépôt de dossier et si un éventuel assouplissement serait de nature à renforcer l'impact culturel de ces cinémas. Nous étudions également la possibilité de relancer cet appel auprès des opérateurs, car la période des vacances n'a peut-être pas permis à tous d'en prendre connaissance et d'y répondre dans les délais définis. Vous comprenez donc que ma préoccupation première est de soutenir le secteur et de pouvoir offrir la souplesse nécessaire pour épauler davantage le secteur culturel, en l'occurrence ici, les cinémas de proximité.

En ce qui concerne les demandes de dérogation liées à l'accueil du public dans les salles, elles peuvent être introduites par l'ensemble des cinémas, qu'ils soient soutenus ou non par la Fédération Wallonie-Bruxelles. Je vous rappelle que ces dérogations ne sont possibles que depuis le 1er septembre 2020, uniquement pour les salles ayant





la capacité de dépasser le seuil de 200 personnes tout en respectant le protocole de base impliquant une distance physique entre spectateurs isolés ou regroupés en bulle sociale d'un siège ou de 1 mètre.

En date du 4 septembre 2020, donc au moment où parvenaient les réponses de l'administration, seules deux demandes de dérogation à ce moment avaient déjà été introduites pour le cinéma.

Vous le savez, la Fédération Wallonie-Bruxelles accorde des subventions à 11 opérateurs cinéma qui remplissent des critères culturels ambitieux, notamment en ce qui concerne la valorisation des œuvres audiovisuelles d'art et essai, d'initiatives belges francophones ou émanant de cinématographies peu diffusées en Fédération Wallonie-Bruxelles. Ces cinémas s'engagent à programmer annuellement un minimum de 70% de ce type de film, dans une logique culturelle assumée. À ce jour, je n'ai pas reçu d'information faisant état de la fermeture définitive de l'un ou l'autre de ces cinémas de proximité, qui sont par ailleurs parfois aidés financièrement par les villes, communes, provinces ou Régions.

Une autre manière de soutenir ces cinémas de proximité est de soutenir également les distributeurs de films. En effet, le retour des spectateurs dans les salles de cinéma dépend également de l'offre cinématographique. La mesure de soutien spécifique aux distributeurs, prise dans le cadre du plan de relance du cinéma, avait pour objectif de les inciter à sortir des films malgré le climat d'incertitude qui régnait en raison de la crise sanitaire, de manière à assurer une offre diversifiée et attractive pour le grand public. Douze demandes de soutien ont été reçues en provenance de cinq distributeurs reconnus, pour un montant total d'aides s'élevant à 100 000 euros.

Durant les prochaines semaines, au regard de l'évolution de la situation sanitaire et des protocoles sanitaires qui en découlent, je resterai particulièrement attentive à la situation de tous les cinémas et je tâcherai de leur apporter les réponses les plus adéquates comptes tenus de leurs besoins identifiés. J'ose espérer que les autres niveaux de pouvoir qui accordent aussi des subventions à un certain nombre de ces cinémas, comme je l'ai dit, y apporteront la même attention, afin qu'ensemble nous puissions proposer au public une offre de films de qualité, accessible et diversifiée.

Question orale du 01/06/2021 à Valérie Glatigny, Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles

ÉVOLUTION DE LA RÉFORME DES PROJETS ÉDUCATIFS DANS LES INSTITUTIONS PUBLIQUES DE PROTECTION DE LA JEUNESSE

Madame la Ministre, je vous ai interrogée le 6 octobre 2020 sur l'importante réforme des projets éducatifs en institutions publiques de protection de la jeunesse (IPPJ) qui, je vous cite, «vise à inscrire la prise en charge des jeunes en conflit avec la loi dans un continuum éducatif qui tient compte de leurs besoins, ressources et fragilités».



Vous m'indiquiez alors que l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 3 juillet 2019 relatif aux institutions publiques de protection de la jeunesse prévoyait la réalisation des nouveaux projets éducatifs pour le 1er janvier 2021, date reportée d'un an au vu de la crise sanitaire.

Ces projets éducatifs doivent se travailler en concertation avec l'Administration générale de l'enseignement (AGE), notamment pour le chantier 13 du Pacte pour un enseignement d'excellence qui prévoit la réalisation d'un plan de lutte contre le décrochage scolaire. C'est un aspect pour lequel il me semble essentiel d'impliquer les services d'aide à la jeunesse, car de nombreux jeunes placés en IPPJ sont en décrochage scolaire.

Vous m'indiquiez en effet, dans votre réponse du 6 octobre dernier, que quatre jeunes sur dix placés en IPPJ sont en décrochage complet. De plus, un sur trois ne dispose pas du certificat d'études de base (CEB), alors même que l'âge moyen des jeunes placés en IPPJ est de seize ans et demi. Vous affirmiez, à juste titre, votre intention d'améliorer cette situation et d'en discuter avec la Ministre Désir lors d'une journée d'étude prévue initialement en février 2021.

Ce rendez- vous a-t-il eu lieu? Si oui, quelles pistes de travail ont-elles pu être dégagées lors de ses travaux? Dans le cas contraire, une nouvelle date est-elle déjà prévue?

Pouvez-vous m'indiquer à quel stade en sont les travaux préparatoires de cette réforme que vous souhaitiez voir lancée le 1er janvier 2022?

Cette réforme devant porter plus spécifiquement sur les critères et procédures d'admission de tous les projets éducatifs, pouvez-vous nous dresser un état des lieux des projets d'évaluation et d'orientation expérimentés dans les IPPJ de Saint-Hubert et de Saint-Servais?

Le projet d'éducation extra-muros, fruit du travail interne à l'administration et devant être lancé dans les IPPJ de Jumet et Fraipont, a-t-il bien démarré?

Quelles sont les conclusions qui peuvent en être tirées, notamment sur les partenariats avec les écoles locales ordinaires?

Réponse de la Ministre

Dans ma réponse du 6 octobre dernier, je soulignais déjà l'importance de développer, en concertation avec l'enseignement, une stratégie de raccrochage scolaire en faveur des jeunes pris en charge en IPPJ. Les informations dont dispose mon administration font état de la mise en suspension, en raison de la crise sanitaire actuelle, des travaux prévus dans le cadre du chantier 13 du Pacte.

Un report des échéances fixées en vue des différentes réformes à mener dans le cadre du Pacte n'a donc pas permis l'organisation de la journée d'étude initialement prévue en février 2021. Je ne manquerai pas de m'entretenir avec la Ministre Désir sur les échéances prochaines du chantier 13 et je vous invite également à l'interroger pour obtenir plus d'informations.





La réforme globale des projets éducatifs des IPPJ est en cours et accorde une attention toute particulière à la réinsertion scolaire et/ou professionnelle des jeunes qui y sont placés. L'organisation de l'enseignement dispensé par les unités d'éducation des IPPJ, ainsi que la préparation à la réintégration scolaire – en ce compris, autant que possible, celle extra-muros progressive du jeune durant le placement – se trouvent au cœur de nos discussions avec les intervenants de terrain dans le cadre de groupes de travail créés en vue de la réécriture des projets éducatifs. Une convention de collaboration entre les IPPJ concernées, Fraipont et Jumet, et les établissements scolaires partenaires est utilisée à titre expérimental depuis septembre 2020 par la seconde institution.

Cette convention vise à clarifier les modalités pratiques de la collaboration souhaitée entre l'établissement scolaire et l'IPPJ. Elle est également régulièrement évaluée et les partenaires impliqués font déjà état de leur satisfaction dans l'utilisation de cet outil.

Mon administration finalise la version provisoire du projet éducatif des unités d'éducation extra-muros en vue de mon approbation pour son entrée en vigueur, en principe, le 1er janvier prochain. La mise en œuvre de ce projet éducatif interviendra dès cet été à l'IPPJ de Fraipont. Sur la base des ajustements du texte, il sera poursuivi





dans les deux autres unités de l'IPPJ de Jumet. Concernant les unités d'évaluation et d'orientation, l'outil d'évaluation des risques de récidives, forces et facteurs de réceptivité (ERIFORE) est expérimenté depuis mai 2018 dans les IPPJ de Saint-Hubert et de Saint-Servais. Dans sa globalité, le continuum éducatif a été mis sur pied à titre de projet pilote dans le cadre de la prise en charge des filles au sein de l'IPPJ de Saint-Servais depuis le 3 mai dernier. Cette expérimentation doit nous permettre la mise en œuvre de ce même dispositif, cette fois en faveur des garçons dans le courant de cet été 2021, pour aboutir à la mise sur pied des projets éducatifs réformés et du trajet éducatif impliquant la révision des critères et des procédures d'admission dès le 1er janvier 2022.

En vue de l'harmonisation des projets éducatifs et pour inscrire leur action dans un continuum éducatif, l'ensemble des travaux pour une nouvelle organisation des IPPJ est en cours. Dans le cadre de ces projets éducatifs, il en va de même pour les formations destinées aux équipes relatives aux méthodologies de travail qui sont proposées. L'objectif poursuivi est d'assurer le continuum éducatif tel qu'il est envisagé par cette réforme et que les jeunes pris en charge par une IPPJ bénéficient d'un trajet éducatif qui réponde à leurs besoins d'insertion familiale et sociale. Pour ce faire, d'ici la fin 2021, les groupes de travail spécifiques aux unités d'éducation en régime fermé et en régime ouvert sont organisés à un rythme soutenu, de sorte que la rédaction des différents projets aboutisse à l'échéance émise, c'est-à-dire le 1er janvier 2022.

Dans les prochaines semaines, le projet Intermède sera également retravaillé, d'abord pour une mise en œuvre à titre expérimental, avant son adoption définitive durant cet été par l'IPPJ de Wauthier-Braine. Les formations du personnel spécifiques à la mise en œuvre de ce projet sont en cours depuis la fin de 2020. Vous pouvez constater, Monsieur le Député, que la réforme globale des projets éducatifs des IPPJ est un chantier d'ampleur. Ce travail conséquent a pu être poursuivi, malgré les difficultés organisationnelles engendrées par la crise sanitaire, grâce à l'investissement des équipes de terrain ainsi que de mon administration qui s'y sont impliquées, en plus des missions habituelles et de la gestion de la crise sanitaire. La motivation dont tous les intervenants font preuve témoigne de leur souci de placer l'intérêt des jeunes au centre de leur action en essayant de répondre de la manière la plus efficace possible à la mise en œuvre du continuum éducatif.

Questions orales à Valérie Glatigny, Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles

- 08/09/2020 Professionnalisation de l'e-sport en Belgique
- 08/09/2020 Familles d'accueil d'urgence débordées depuis les premières mesures de déconfinement
- 08/09/2020 Baisse des activités des organisations de jeunesse et centre de jeunes due au Covid-19
- 22/09/2020 Placements d'urgence du SAJ
- 22/09/2020 Accueil des MENA de Lesbos
- **06/10/2020** Formations dans les prisons





	06/10/2020	Droiets pédagogiques des IDDI
_	06/10/2020 10/11/2020	Projets pédagogiques des IPPJ
_		Accord de coopération pour l'aide aux victimes Prolongation du congé de Toussaint et son effet sur les homes
_	10/11/2020	
	10/11/2020	d'accueil permanents et les jeunes issus de l'aide à la jeunesse
_	10/11/2020	Formations universitaires et de promotion sociale liées à
	26/11/2020	l'événementiel et l'organisation des stages dans ce secteur
_	26/11/2020	Encadrement dans les homes permanents durant la période
	00/12/2020	de suspension des cours de novembre
_	08/12/2020	Travail des détenus
_	08/12/2020	Réinsertion sociale des personnes concernées par le radicalisme
_	08/12/2020	Campagne «On n'enferme pas un enfant. Point»
_	05/01/2021	Equivalences de diplôme dans l'enseignement supérieur
_	05/01/2021	Prévention, acteur majeur de l'aide à la jeunesse
_	05/01/2021	Absence de cadre pluridisciplinaire pour les enfants qui dépendent
	10/01/2021	de l'Aide à la Jeunesse placés dans les internats
_	19/01/2021	Attractivité des formations STEM
_	21/01/2021	Adaptation virtuelle des organisations d'événements sportifs
_	02/02/2021	Perspectives pour les athlètes ne disposant pas du statut de sportif
	25/02/2021	de haut niveau
_	25/02/2021	Commotions cérébrales chez les jeunes sportifs
_	25/02/2021	Difficultés rencontrées par les détenus étrangers
_	25/02/2021	Annonce du plan fédéral pour désengorger les prisons
_	11/03/2021	Organisation de courses à pied avec départs par vagues
_	23/03/2021	Modalités de déroulement des interclubs de tennis
_	20/04/2021	Mise à disposition d'espaces de travail avec connexion par les communes
_	20/04/2021	Bilan des activités scouts/stages des vacances de printemps
_	20/04/2021	Rôle des organismes de jeunesse dans la détection des cas de maltraitance
_	20/04/2021	Lenteur dans les suivis des dossiers de placement SPJ dans les
		homes permanents
_	06/05/2021	Syndrome d'aliénation parentale et son utilisation par le SAJ/SPJ
_	06/05/2021	Organisation des cérémonies de proclamation dans l'enseignement
		supérieur
_	06/05/2021	Fermeture de l'Arsenal à l'Université de Namur
_	06/05/2021	Organisation des programmes d'échange académique
_	18/05/2021	Piratage informatique et ses conséquences dans l'enseignement
		supérieur
_	18/05/2021	Modalités de reconnaissance des fédérations sportives
_	18/05/2021	Lutte contre l'homophobie dans les organisations de jeunesse
_	18/05/2021	Démarrage de la campagne En route vers ailleurs
_	01/06/2021	Évolution de la réforme des projets éducatifs dans les IPPJ
_	01/06/2021	Rapport du CODE sur les enfants dit invisibles
_	15/06/2021	Conditions de reprise des centres de rencontres et d'hébergement
_	15/06/2021	Non-respect du RGPD dans les outils numériques en matière
		d'enseignement à distance
_	12/07/2021	Hausse des consultations de prévention au suicide chez les jeunes
_	12/07/2021	L'offre de formations aux langues officielles belges en cours
		du soir et promotion sociale



Questions orales à Bénédicte Linard, Vice-Présidente du Gouvernement et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes

_	08/09/2020	Patrimoine immatériel de la FWB
_	08/09/2020	Soutien aux cinémas de quartier
_	22/09/2020	Garde d'enfants à domicile, une tendance à la hausse
_	23/09/2020	Lutte contre l'illettrisme et la fracture numérique
_	06/10/2020	Musiciens professionnels
_	10/11/2020	Bilan des activités de l'ATL pendant le congé d'automne
_	08/12/2020	Défis pour l'industrie cinématographique belge à l'ère des
		plateformes numériques de streaming
_	20/01/2021	2021, année du cinéma belge?
_	23/03/2021	Prise en charge des victimes de maltraitance
_	15/06/2021	Situation des guides et médiateurs culturels en Fédération
		Wallonie-Bruxelles
_	15/06/2021	Bilan du 1 ^{er} week-end de réouverture des cinémas arts et essais
		et de proximité
_	29/06/2021	Nouvelle structure pour le Bébébus
_	13/07/2021	Plan Restart annoncé par la RTBF
_	13/07/2021	Évolution du dossier Point Culture

Questions orales à Caroline Désir, Ministre de l'Éducation

_	08/09/2020	Maintien du contact avec les élèves atteints du coronavirus
_	10/11/2020	Mesure transitoire permettant aux éducateurs rices détenteurs
		du brevet d'accéder à la fonction de promotion d'administrateur
_	19/01/2021	Formation technologique et informatique dans nos écoles

4. QUESTIONS ÉCRITES

Questions écrites à Valérie Glatigny, Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles

_	30/09/2020	Projet Trusted Al Labs (TRAIL): développement de l'intelligence
		artificielle
_	28/10/2020	Vers un enseignement hybride dans l'enseignement supérieur?
_	04/12/2020	Stage en promotion sociale
_	03/03/2021	Pratique du tir à l'arc
_	02/04/2021	Combats de rue
_	02/04/2021	Tenue des marches populaires FFBMP
_	02/04/2021	Manque d'animateurs pour les activités de jeunesse
_	02/04/2021	Sentiment d'insécurité des jeunes envers la police





Questions écrites à Bénédicte Linard, Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes

_	30/09/2020	Projet «La caravane des artistes»
_	18/11/2020	Action «paie ton rôle» et la lutte contre la discrimination dans
		le monde des arts de la scène
_	27/11/2020	Réseau RÉBBUS
_	02/04/2021	Projection cinéma test en milieu rural
_	02/04/2021	Dégradation de la santé mentale des enfants de 0 à 3 ans

Questions écrites à Caroline Désir, Ministre de l'Éducation

_	13/10/2020	Coût des fournitures scolaires pour la rentrée 2020
_	09/12/2020	Difficultés rencontrées par les directeurs rices des écoles
		fondamentales
_	03/03/2021	Perspectives pour les stagiaires dans les filières professionnelles

5. QUESTIONS D'ACTUALITÉ

Questions d'actualité à Valérie Glatigny, Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles

_	12/11/2020	Concertation relative à la création de prisons spéciales pour
		jeunes
_	25/11/2020	Examens de janvier dans l'enseignement supérieur
_	03/02/2021	Plateforme de lanceurs d'alerte pour lutter contre le dopage
_	14/07/2021	Politique de testing dans les camps

Questions d'actualité à Bénédicte Linard, Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes

_	09/09/2020	Campagne «les oubliés du numérique» à l'occasion de la journée
		internationale de l'alphabétisation
_	09/12/2020	Promotion du cirque par l'asbl Espace Catastrophe
_	24/03/2021	Protection des mineurs sur le réseau social Instagram
_	02/06/2021	Organisation d'évènements culturels ponctuels dans des centres
		de vaccination



PRESENTATION DES AUTRES ACTIVITÉS





1. VISITES DE TERRAIN

Depuis le début de mon engagement politique, je me veux d'être un mandataire de terrain actif. C'est pourquoi, dès le début de mon mandat de député, j'ai choisi de me rendre au contact de la réalité du terrain pour prendre connaissance des préoccupations et questionnements de différents secteurs.

Ces visites alimentent mon travail parlementaire au jour le jour et continueront à le faire pendant toute la durée de mon engagement politique, et ce à tous les niveaux de pouvoir.

Heureusement, avec les progrès de la campagne de vaccination en Wallonie, et les efforts de tous nos concitoyens, les activités dans notre société ont pu reprendre progressivement au deuxième trimestre 2021, en ce y compris mes visites de terrain.

VISITE DE LA FERME DE LA SAUVENIÈRE À HEMPTINNE

Suite à une première rencontre avec le Collège des producteurs de foie gras en janvier 2020, j'ai proposé l'organisation d'une visite de terrain auprès d'un producteur d'Hemptinne, la «Ferme de la Sauvenière», une ferme familiale ancrée dans la logique de circuits courts et de collaboration avec des producteurs locaux.

Lors de cette visite, nous avons pu découvrir le parcours des animaux, du caneton au produit transformé, ainsi que toutes les étapes de l'élevage, mais nous avons également pu observer les conditions de vie de ces animaux, leurs espaces de vie.





VISITE AU CENTRE DE SANTÉ DES FAGNES DE CHIMAY

Le 7 mai 2021, j'ai eu l'occasion de m'immerger dans le secteur hospitalier à l'occasion d'une visite du Centre de Santé des Fagnes, à Chimay, où j'ai eu la chance d'accueillir notre Ministre wallonne de la Santé, Christie Morreale. Sur place, Thierry Boxus, directeur de l'établissement, a présenté la structure de l'hôpital de proximité, avant de mettre l'accent sur la situation du service des Urgences.





VISITE DE L'ASBL «LA CLAIRIÈRE» À BOURLERS ET DU DOMAINE DES RIÈZES ET DES SARTS

Le 7 mai dernier, dans une série de visites de terrain pour lesquelles j'accueillais Christie Morreale, Ministre de la Santé, nous nous sommes rendus, après la visite du Centre de Santé des Fagnes, à l'ASBL «La Clairière» située à Bourlers, sur le territoire de la commune de Chimay. Sur place, Pascal Guiot, directeur de la maison d'accueil, a présenté leur projet d'extension de places, afin d'accueillir et d'héberger les femmes victimes de violences familiales et/ou intrafamiliales accompagnées ou non de leurs enfants.





Finalement, nous avons terminé la journée par la visite du Domaine des Rièzes et des Sarts, une maison de repos où Mme Marquet, directrice du Domaine, a présenté le projet de vie au sein de la maison de repos. La Ministre a été accueillie, avec émotion, sous les chants des résidents.



VISITE DE LA FERME D'ESCLAYE À PONDRÔME

Le vendredi 28 mai 2021, je me suis rendu à Pondrôme pour visiter une ferme de la Famenne en polyculture-élevage laitier bio: la Ferme d'Esclaye, exploitation bio de M. Marc-André Henin. À cette occasion, j'étais accompagné par Philippe Grogna, directeur de Biowallonie Asbl, et par Julie Vandamme, en provenance d'Inter Environnement Wallonie (IEW).

À l'occasion de ce déplacement, j'ai pu visiter les installations de la Ferme d'Esclaye, exploitation qui transforme une partie du lait en beurre et en fromage.

La visite a pour but de prendre part à la réalité de terrain pour un exploitant bio au Sud du sillon Sambre et Meuse, en compagnie de représentants de Bio-Wallonie et d'Inter-Environnement Wallonie.







VISITE DE STABILAME ET FAGNES PELLETS

À mon invitation, je me suis rendu dans deux entreprises du secteur bois le 28 juin 2021 avec Pierre-Yves Dermagne, Ministre de l'Économie et du Travail.

Toutes deux sont implantées sur le site du parc d'activité économique de Mariembourg.

La première, Stabilame, est l'entreprise n°1 à l'échelon régional dans le domaine de la construction en bois. Active tant en Belgique qu'à l'international, l'entreprise rayonne jusqu'au Canada. Stabilame se veut résolument tournée vers les pratiques durables en privilégiant l'axe de la proximité, notamment via l'emploi de main d'œuvre locale.

La seconde, Fagnes Pellets, est une usine de production d'énergie renouvelable qui, depuis juin 2014, s'est spécialisée dans la vente de granulés de bois. L'axe local y est tout aussi encouragé en procédant à la valorisation du bois de nos forêts d'Ardenne.

Nous avons donc visité ces entreprises en pleine activité et rencontré leurs travailleurs.





VISITE DE L'INTERNAT AUTONOME DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE (ACF) « ANNE FRANK », DE L'ATHÉNÉE ROYAL JEAN ROSTAND ET DE L'ÉCOLE D'ENSEIGNEMENT SPÉCIALISÉ « LA CALAMINE » À PHILIPPEVILLE

Le vendredi 11 juin 2021, je me suis rendu à Philippeville en compagnie de Frédéric Daerden, Ministre de la Tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement (WBE), et Julien Nicaise, Administrateur général de WBE, afin de visiter les infrastructures de Wallonie-Bruxelles Enseignement sur place.

À l'occasion de ce déplacement, et en accueillant le Ministre Daerden et Monsieur Nicaise, nous avons pu visiter plusieurs sites: l'IACF Anne Frank, l'Athénée Royal Jean Rostand (secondaire, primaire et maternelle) ainsi que l'école d'enseignement spécialisé secondaire «La Calamine».

Cette visite s'effectuait dans le cadre du projet de rénovation des bâtiments scolaires sur ces sites: internat, cantine, hall sportif, section maternelle et modules RTG.









VISITE DE LA SOCIÉTÉ ARTO S.A. À WAVRE

Nombreux sont les secteurs qui ont été touchés par les effets d'une crise sanitaire au retentissement planétaire. Parmi les domaines d'activité les plus impactés, l'événementiel sera resté silencieux pendant de nombreux mois. À l'heure où les mesures de restriction continuent d'être levées, de nombreuses questions restent sans réponse pour ces professionnels qui ont été contraints de rester porte close afin de contribuer à la lutte contre la propagation du virus.

C'est pourquoi j'ai invité Pierre-Yves Dermagne, le Ministre de l'Économie et du Travail à se rendre au sein de l'entreprise Arto, une société présente depuis plus de 30 ans dans le paysage audiovisuel. En Belgique, Arto est un acteur de premier plan dans le secteur événementiel. Cette entreprise est spécialisée dans le son, la lumière et l'image au travers de divers pôles d'activités notamment liés au domaine de l'événementiel comme la musique, les spectacles, les événements d'entreprise ou sportifs),...

Nous nous sommes donc rendus sur place le mercredi 30 juin 2021. À cette occasion, nous avons eu l'opportunité de rencontrer la direction et des membres du personnel afin de prendre toute la mesure des préoccupations du secteur.



2. AUTRES ACTIVITÉS

LE PARLEMENT DES ENFANTS

À l'occasion du projet du Parlement des Enfants de la Fédération Wallonie-Bruxelles, j'ai eu la chance de remettre aux élèves de P5-P6 de l'école communale des Frontières (implantation de Petite-Chapelle) leur prix pour la réalisation de leur projet de décret.

Une belle expérience pour eux comme pour moi, où j'ai pu expliquer aux élèves en quoi consiste le travail de député, ainsi que le fonctionnement du Parlement, mais aussi répondre à leurs très nombreuses questions.



3. MES ACTIONS AU NIVEAU COMMUNAL

Au niveau de la politique locale, le groupe #Pep'S, au sein duquel je siège en qualité de conseiller communal, se veut une force d'opposition constructive et force de proposition. Cela crée parfois, malheureusement, quelques tensions avec certains membres de la majorité.

Au niveau communal, je me veux, tout comme mon groupe, comme un relais des préoccupations et questionnements citoyens auprès des niveaux de pouvoir compétents, ce qui me permet notamment, via mon mandat de député wallon, de porter des préoccupations locales au niveau régional. Cela me permet également d'interroger régulièrement, et de manière constructive, les membres de la majorité





communale au sujet des préoccupations citoyennes qui nous sont relayées au quotidien. Malheureusement, la majorité a décidé de limiter nos interventions au conseil communal...

Il ne faut pas oublier que c'est justement le citoyen qui nous a élus à ce poste de conseiller communal. Et c'est donc le citoyen qui se doit d'être au centre des discussions.

La crise du coronavirus a profondément impacté tous les niveaux de notre société. Tous les citoyens ont été touchés par cette crise d'une manière ou d'une autre, parfois beaucoup plus douloureuse pour nos concitoyens qui ont perdu des proches, n'ont pas pu voir leur famille, leurs amis, qu'ils vivent en maison de repos, seuls, ou encore de l'autre côté de la frontière. Cette crise, elle aura aussi eu des conséquences économiques désastreuses pour un grand nombre de Belges, de Wallons, de Couvinois.

Cette crise, elle nous aura forcés à regarder notre modèle de société, et à nous interroger sur celui-ci. Cette crise, elle aura mis en difficulté un nombre incalculable de citoyens, de commerçants locaux ou moins locaux, et elle aurait dû faire ressortir la solidarité en chacun de nous. Cette solidarité, j'ai pu la retrouver lorsque nous en avions le plus besoin, lors des inondations qui ont dévasté la Wallonie en juillet dernier. Chaines de solidarité, dons, bénévolat, fourniture de repas chauds, tant d'exemples que la solidarité entre Belges existe bien toujours, et heureusement.

À Couvin, le groupe #Pep'S a proposé à plusieurs reprises à la majorité de créer un fonds spécial dédié à la relance post-covid, et à l'aide aux commerçants impactés par la crise, dans une optique de redynamisation du centre-ville de Couvin, d'une redynamisation de l'économie locale. Ce «Fonds Covid» aurait dû servir cet objectif, mais aurait aussi permis de créer un chèque-famille qui aurait été valable dans les commerces de l'entité, excepté grosses enseignes et grande distribution. Ce projet rencontre une certaine réticence de la part de la majorité en place, qui préfère toujours en 2021 se reposer sur les enveloppes reçues d'autres niveaux de pouvoir, sans réelle volonté d'innovation dans le processus de relance de l'entité de Couvin.

Néanmoins, loin d'être inactifs, les secteurs culturels, touristiques, associatifs, événementiels et économiques portent des projets et idées pour dynamiser la commune de Couvin. Le projet de Maison de la Forêt, sur le site des Grottes de Neptune en est un exemple. De même, des projets de développement économique sont en route sur Couvin, avec notamment l'extension du parc d'activités économiques de Mariembourg, ou encore le projet de Centre commercial «La Couvinoise», inauguré le 28 avril 2021! Un des enjeux présents et futurs pour Couvin sera celui de la mobilité à l'entrée de ville, mais aussi dans le centre-ville, ainsi que la desserte de transports en commun dans nos villes et villages.

À l'heure de la phase de contrôle de la crise, je ne peux que remercier tous les acteurs de la redynamisation couvinoise, qui organisent à nouveau des événements, tentent de donner un nouveau souffle à nos villes et villages après plus d'un an et demi de crise sanitaire.



